

NPA :

Tu trouveras notre position ci-dessous, nous ferons un encart dans le prochain Résistances qui sortira la semaine prochaine pour annoncer la réunion. Il y a t'il autre chose que nous pourrions faire ? Amicalement, Sylvie

Notre position : *"Nous sommes opposés à la voie nouvelle Bordeaux – Hendaye. Ce projet est une aberration économique et écologique. Nous y opposons l'aménagement des voies existantes et l'utilisation de TGV pendulaires rapides et bien moins coûteux. C'est un cadeau du Public au Privé puisque Vinci qui ne financera que 30 % du projet en aura l'exploitation pendant 50 ans et se mettra en poche 250 millions d'euros par an. Le plus gros du financement pèsera sur les Collectivités territoriales, c'est-à-dire sur les contribuables ! On estime que ça équivaldrait à 5000 euros par foyer fiscal."*

PG40

Bonjour,

Concernant la lutte contre le projet LGV, voici un **communiqué du Parti de Gauche des Landes** :

Le Parti de Gauche des Landes est opposé à la construction des lignes LGV (pour le Sud-Ouest : projet GPSO) et soutient toutes les actions, notamment celles du CADE, qui luttent contre.

Constituant un véritable scandale à la fois écologique, économique et financier, les LGV ne favorisent pas l'aménagement du territoire ; au contraire, avec "l'effet tunnel" et le renforcement de la métropolisation, elles participent à son déménagement.

Cependant, alors que les finances publiques sont exsangues, et malgré le rapport négatif de la Cour des Comptes ainsi que l'avis défavorable de la commission d'enquête publique, le gouvernement tout comme la Région Nouvelle Aquitaine ont privilégié l'intérêt particulier de quelques grands élus au détriment de l'intérêt général des citoyens en signant la déclaration d'utilité publique de la LGV Bordeaux/Toulouse et Bordeaux/Dax.

Ce projet est imposé à marche forcée par l'État et les baronnies locales qui continuent à ignorer superbement les alternatives proposées (comme l'amélioration des lignes existantes).

Le combat contre les inutiles et coûteuses LGV doit s'amplifier. Le PG40 y contribuera.

Amicalement.

EHBAI

EHBAI se joint à cet appel, je ne sais pas si notre signature vous a été communiquée.

Nous avons fait passer la date de la réunion à nos membres.

Nous envisageons également de publier une mini interview sur notre site. Nous avons une rubrique qui nous permet de faire un petit focus sur une lutte, sur un dossier, un événement ou un mouvement (en haut à droite sur www.ehbai.eus). Nous pensions la publier dans les jours suivants la réunion afin de faire un point sur le dossier de la LGV (cela dit si les délais le permettent on pourrait la publier avant pour faire la publicité de la réunion). Milesker, ikus arte

Deialdia

2016/12/09

AHTrik EZ!

Deialdi honen bidez, CADE kolektiboak abenduaren 9an, gaueko 20:15etan, Mugerreko Haitz Ondoan gelan antolatzen duen bilkura publikoan parte hartzera deitu nahi dugu gazteria.

Bertan AHT proiektuaren inguruko azken berriak jaso eta alternatiba erreal baten aztertze aukera izanen dugu. Proiektu honen kontrako borroka antolatzen eta sustatzen segitu behar dugu, deuseztatua izan arte.

NON A LA LGV!

Par ce communiqué, nous soutenons la réunion publique organisée par le CADE qui se tiendra le 9 décembre prochain, à 20H15, à la salle Haitz Ondoan de Mugerre.

Cela permettra de s'informer sur les récents développements de ce dossier et d'en étudier la seule alternative réel. Nous devons continuer à organiser et à promouvoir la lutte contre ce projet inutile.



EELV :



Où en est-on de la LGV ?

Après de nombreux études et rapports démontrant l'aberration d'une nouvelle ligne à grande vitesse entre Bordeaux et l'Espagne, le lobbying continue pour sa réalisation. Europe Écologie Les Verts du Pays Basque appelle ses sympathisants et l'ensemble de la population à se rendre à la

Réunion publique organisée par le CADE et les associations opposées à la LGV

le 09 décembre 2016 à 20h15

Salle Haitz Ondoan à Mouguerre

Sophie BUSSIERE, Secrétaire départementale EELV Pays Basque

Alice LEICIAGUECAHAR, Conseillère régionale, et porte-parole

Jean LISSAR, Porte-parole



Bayonne le 04/12/16

Le Parti de Gauche 5 ème circonscription soutient la lutte du CADE contre la LGV et s'oppose à tous les grands projets inutiles et imposés qui synthétisent la négation de l'intérêt général face à la perversité d'une société uniquement marchande plus préoccupée par les profits de quelques-uns que par le bien-être humain et environnemental pour tous.

Comité PG5 64



Fédération des Pyrénées-Atlantiques

Bayonne, le 5 décembre 2016

Communiqué de presse 16-016

DLF soutient la réunion LGV du CADE

Debout La France participera à la réunion qu'organise le CADE vendredi 9 décembre à Mouguerre et apporte son soutien à cette initiative nécessaire au débat et à la compréhension du projet de LGV au Pays basque.



Le coût du projet et la baisse du trafic fret et voyageurs estimée par RFF sont des données essentielles qui déterminent le choix de DLF en faveur de la modernisation des voies actuelles. De plus, les infrastructures internationales doivent être de la compétence entière de l'État, afin de ne pas impliquer les collectivités locales dans le financement.

DLF propose une réorientation des priorités vers l'amélioration et le développement des moyens de déplacements en voitures, bus et trains dans les espaces urbains et ruraux de nos territoires. Notre proposition pour l'aire urbaine Sud Landes et Côte basque, 2ème de la Nouvelle Aquitaine, est la mise en œuvre d'un véritable réseau de transport en commun intégrant les bus et les trains. Enfin, DLF mène une réflexion sur les conséquences que pourraient avoir l'érosion du littoral sur les voies actuelles.

Pascal LESELLIER

Délégué DLF de la 5ième circonscription – Bayonne
Secrétaire de la Fédération DLF des Pyrénées-Atlantiques
www.facebook.com/Pascal.Lesellier.DLR



  *L'union du peuple
pour rétablir la démocratie*

A Anglet le 7 décembre 2016.

Objet : positionnement de l'UPR et soutien au CADE contre la ligne LGV

L'Union Populaire Républicaine est un parti politique, classé « divers » par le ministère de l'intérieur, fondé par François Asselineau le 25 mars 2007 qui appelle l'ensemble des Français à se rassembler et à dépasser le clivage « droite-gauche » afin de sortir la France de l'UE, de l'euro et de l'OTAN unilatéralement, démocratiquement, légalement et sereinement. L'UPR fait le constat que les décisions qui concernent l'orientation de la France n'appartiennent plus aux Français en matière économique, budgétaire, monétaire, social, agricole, militaire, migratoire etc. Ces décisions sont aujourd'hui prises par la commission européenne, la banque centrale européenne et l'OTAN sous forte influence de lobbies financiers et industriels.

Depuis sa création, l'UPR ne prend pas position sur des sujets qui diviseraient inutilement les français comme peuvent l'être le mariage pour tous, l'avortement, le nucléaire car l'UPR considère qu'il est inutile de débattre de sujets si les décisions stratégiques concernant la France sont déjà prises sans que les Français en soient conscients ni avertis. Cependant l'UPR ne fait pas l'impasse sur certains sujets qui au contraire rassemblent les français comme l'interdiction des OGMs, l'instauration du référendum d'initiative populaire, la nationalisation ou l'interdiction de privatisation de services publics (EDF, GDF, SNCF, la Poste, autoroutes...) etc.

L'UPR s'oppose donc au projet de LGV pour les raisons suivantes :

- La LGV tend à désertifier les zones rurales au profit de métropoles dans la même logique que la réforme territoriale et l'apparition de métropole promues par l'union européenne. Alors même que les Français sont attachés au terroir et au monde rural.
- La priorité concernant la SNCF est d'éviter son démantèlement puis sa privatisation. Le démantèlement de la SNCF a démarré sous la loi LOTI (1982) puis s'est accentuée avec le traité de Maastricht (1992) et la création de RFF (1997) qui ont transformé un service public de renommé mondial en un établissement public à caractère économique et lucratif. La LGV ne peut qu'aggraver le bilan financier de la SNCF et amener à sa privatisation.
- Le projet de LGV ne présente aucun gain significatif de temps sur le tronçon Bordeaux-Bayonne malgré le coût exorbitant du projet. De plus des études montrent que l'augmentation du trafic est surévaluée et son utilité est remise en question.
- Un récent projet de voie ferrée entre Pau et Carcans a vu le jour récemment et malgré la mise en évidence de l'incohérence du projet par la population locale, le projet est un échec avec un manque important de passager.